



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOTITANIUM

RD62 - Lieu dit La Bruyère
63780 Saint-Georges-de-Mons

Références : 20240703-63-0722-RAP-Inspection-Ecotitanium-OCP2024.odt
Code AIOT : 0005602989

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement ECOTITANIUM implanté RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOTITANIUM
- RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Ecotitanium est un site de recyclage de titane (60 à 90 % de matière recyclée) pour l'industrie aéronautique.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (rejets aqueux)
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,2,2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,3 et 4,3,4,1	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,4,2	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9,2,2,2	Sans objet
5	Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,5	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9,3,2	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de décliner l'opération régionale portant sur le contrôle des rejets aqueux. Ces derniers sont bien maîtrisés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, l'implantation des disconnecteur ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - Les secteurs collectés et les réseaux associés , - Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...). - Les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>Le schéma des réseaux, dont la dernière mise à jour date du 16/11/2015, a été présenté lors de l'inspection. L'ensemble des réseaux y sont présents et facilement différenciables grâce à la légende. Les équipements présents sur les réseaux (points de rejet, sondes de prélèvement, vannes, débourbeur – déshuileur ...) sont représentés sur le schéma.</p> <p>Aucune modification n'a été apportée aux réseaux depuis la dernière mise à jour du schéma selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a notifié que la prochaine mise à jour du schéma des réseaux sera réalisée courant 2025, lors de l'installation d'un nouveau four.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,3 et 4,3,4,1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :</p> <p>Rejet n°1 - point de rejet final en sortie du bassin de rétention de 2000 m³. Nature des effluents : eaux pluviales et eaux de procédé. Exutoire : la Viouze.</p> <p>Rejet n°2 - point de rejet des eaux domestiques. Exutoire : réseau d'assainissement communal.</p> <p>Rejet dans le milieu naturel : le dispositif de rejet des effluents liquides est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet. Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Rejet dans le réseau d'assainissement communal : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ouvrage de rejet contrôlé est le bassin de rétention de 2000 m³. Les effluents aqueux présents le jour de l'inspection étaient exempts de mousse ou de tout autre élément qui pourrait empêcher leur diffusion vers le réseau qui rejette les effluents dans le milieu naturel (la Viouze).</p> <p>L'ouvrage de rejet est en bon état : la bâche du bassin est propre et n'est pas endommagée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,4,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Sur le point de rejet n°1 défini à l'article 4,3,4 ci-dessus, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et de mesure du débit.</p> <p>Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...] Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de prélèvement et de mesure du débit est placé en aval du bassin de rétention de 2000 m³ au niveau de l'ouvrage de contrôle enterré. Il est facilement accessible par une échelle, ce qui permet la réalisation des interventions sans contrainte.</p> <p>Le débitmètre est en cours de finalisation d'installation et sa mise en service sera faite prochainement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9,2,2,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fréquences et modalités de l'autosurveillance concernant le rejet final sont définies de façon suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : annuelle - DCO : annuelle - pH : annuelle - Température : annuelle - DBO₅ : annuelle - Titane : annuelle - HCT : annuelle et en continu - Turbidité : annuelle. <p>Les analyses sont effectuées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement à partir d'un échantillon prélevé sur 24 heures, proportionnellement au débit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les périodicités de l'autosurveillance sont respectées et le dernier contrôle date de Janvier 2024.</p> <p>Une sonde positionnée au niveau du point de prélèvement en aval du bassin de rétention permet un suivi en continu du paramètre hydrocarbure. En cas de dépassement, une alarme est déclenchée et reportée au poste de garde UKAD / ECOTITANIUM ainsi qu'au poste de garde AUBERT & DUVAL et les effluents sont confinés dans le bassin de rétention par une électrovanne.</p> <p>La sonde HC est contrôlée et entretenue annuellement par un organisme extérieur, HACK LANGE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4,3,5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : La qualité des effluents au niveau du point de rejet final dans le milieu naturel défini à l'article 4,3,4 ci-avant, est tenue de respecter les valeurs limites d'émission suivantes (Concentration moyenne journalière) : <ul style="list-style-type: none">- MES : 50 mg/l- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l- DCO : 100 mg/l- DBO₅ : 30 mg/l Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température < 30°C- pH : compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Les contrôles réalisés en 2023 et 2024, rapports transmis suite à l'inspection, ne montrent aucun dépassement des VLE prescrites par l'Arrêté Préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9,3,2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposés aux articles 9,2 ci-avant. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée et des actions correctives mises en œuvre ou prévues en cas de non-respect des valeurs limites d'émission fixées dans le présent arrêté. Sauf impossibilité technique, ce rapport est transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, prévu à cet effet, dans le mois qui suit l'acquisition des résultats. Il est également tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.
Constats : La transmission des rapports de contrôles se fait annuellement par mise à disposition par e-mail. L'exploitant ne souhaite pas changer cela.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet

Prescription contrôlée :
Rejet n°1 : Débit moyen journalier inférieur à 170 m ³ /j.
Constats :
<p>La mesure du débit se fait au niveau du point de prélèvement en aval du bassin de rétention et elle est faite annuellement. Aucun dépassement n'a été constaté lors des contrôles 2023 et 2024. Il y a eu un dépassement en 2022 lors du contrôle, qui s'explique par un épisode de forte pluie. Une vanne est présente afin de fermer la canalisation en cas de débit élevé.</p> <p>Le débitmètre pour le suivi en continu est en cours de finalisation d'installation et sera prochainement mis en service.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra informer l'inspection de la mise en service du débitmètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée :
<p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.</p> <p>En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats :
<p>Les prélèvements sont réalisés par BUREAU VERITAS et les analyses par le laboratoire EUROFINS pour les contrôles 2024 et 2023. Les deux prestataires disposent d'une accréditation COFRAC.</p> <p>La méthode d'échantillonnage (prélèvement sur 24 heures) est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite